

ÉCONOMIE

Une traversée de crise plus difficile

En Poitou-Charentes, l'économie a perdu des emplois dès le 2^e trimestre 2008. Le calendrier de la crise correspond à celui observé au niveau national. Toutefois, la construction et le commerce ont plus souffert de la traversée de la crise dans la région que dans les autres régions françaises. L'industrie, davantage épargnée en début de crise, est plus fragilisée fin 2009. Le chômage partiel a permis de freiner les pertes d'emplois, surtout dans l'industrie.

L'avantage géographique qu'avait connu la région entre 2002 et 2006 n'a pas permis d'amortir la crise. Des signes de fragilité plus marqués sont apparus dans la région. La crise a affecté plus particulièrement la Charente-Maritime et la Charente. L'impact social dans la région a été quasi immédiat : le chômage augmente dès le 2^e trimestre 2008. Le Nord Deux-Sèvres, Châtelleraut, Cognac et la Saintonge enregistrent des hausses records de chômage.

Dès le début de l'année 2008, les premiers signes de dégradation de l'activité économique sont perceptibles. Comme la plupart des pays de la zone euro, le Royaume-Uni et le Japon, la France entre en récession au 3^e trimestre 2008 par une diminution du PIB de 0,3 % après une baisse de 0,6 % au trimestre précédent. Quelques pays - États-Unis ou Espagne - n'entrent en récession qu'au dernier trimestre 2008 ; d'autres - Chine et pays émergents d'Asie - subissent un net ralentissement de leur activité sur cette période.

La crise financière consécutive à la crise des *subprimes* conduit brutalement à une récession mondiale. La contraction de l'activité dans l'ensemble des économies avancées s'accompagne d'une chute du commerce mondial qui entraîne une baisse globale des débouchés à l'exportation pour les entreprises. Parallèlement, la crise financière se traduit par un durcissement des conditions de financement des investissements. Ces deux phénomènes conjugués conduisent à une contraction très marquée de l'investissement productif et de l'emploi.

Le paroxysme de la crise est atteint au 1^{er} trimestre 2009 et des signes d'amélioration interviennent en France à partir 2^e trimestre. Dans la plupart des économies avancées, la sortie de récession se précise à partir du 3^e trimestre 2009 grâce à l'amélioration des conditions financières et aux plans de relance mis en place au cours de l'année 2009.

Même chronologie de propagation de la crise...

En Poitou-Charentes, sur la période 2007 à 2009, concernant l'emploi salarié hors intérim, trois phases peuvent être distinguées, comme au niveau national. Une première phase de léger ralentissement des créations d'emplois s'étend de début 2007 jusqu'au 1^{er} trimestre 2008. Une deuxième phase de pertes d'emplois se dessine dès le 2^e trimestre 2008. Puis, ces pertes s'accroissent jusqu'à début 2009. À partir du 2^e trimestre 2009, la troisième phase se caractérise par un ralentissement des pertes et, même, des créations d'emplois qui repartent dans les services marchands (hors intérim) (illustration 1).

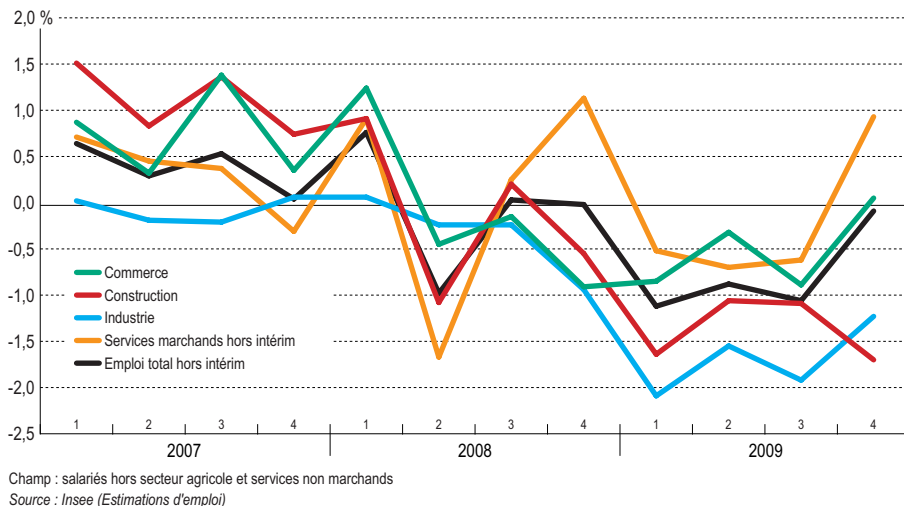
Ainsi, globalement, le déroulement chronologique de la crise en Poitou-Charentes correspond au déroulement chronologique national (cf. encadré 1). Sur le seul emploi intérimaire, les baisses et les hausses sont un peu plus marquées dans la région, mais coïncident avec celles observées au niveau national (illustration 2). Les créations d'emplois intérimaires reprennent dès le 3^e trimestre 2009 dans la région, comme dans les autres régions. Les pertes les plus fortes sont enregistrées au dernier trimestre 2008 et au 1^{er} trimestre 2009. Elles avaient limité les destructions d'emplois hors intérim dans l'industrie et dans la construction.

...avec toutefois un secteur de la construction plus vite fragilisé

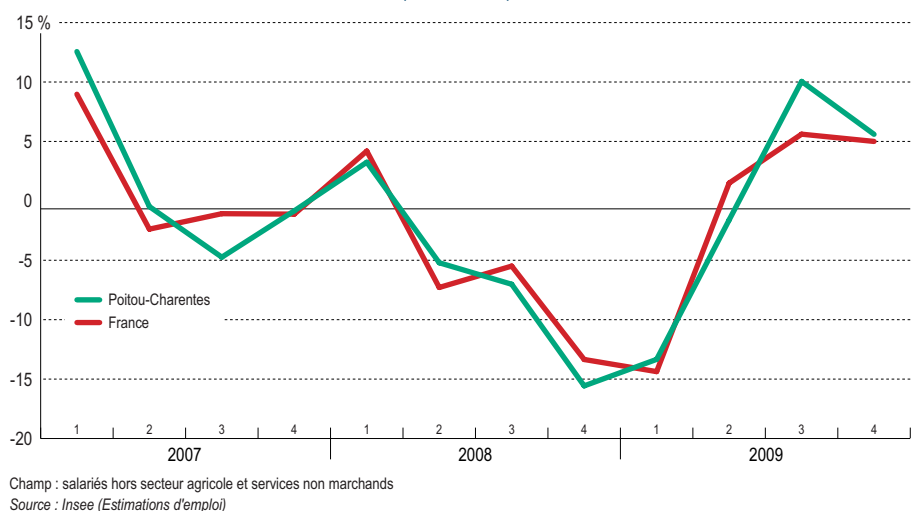
En Poitou-Charentes, la construction a été rattrapée plus vite par la crise et les pertes d'emplois salariés (hors intérim) sont plus lourdes. Le Poitou-Charentes a été la deuxième région française la plus touchée par la baisse de l'emploi dans la construction (-6,7 % entre début 2008 et fin 2009). Les destructions d'emplois dans ce secteur ont représenté 14 % des destructions d'emplois salariés dans la région (contre seulement 8 % pour la France).

Le coup d'arrêt est arrivé plus tôt. Il est brutal à partir du 2^e trimestre 2008. En effet, l'emploi salarié hors intérim a reculé de 1,1 % dès le 2^e trimestre 2008, alors qu'au niveau national, ce secteur générerait encore des créations d'emplois

Évolution trimestrielle de l'emploi par grand secteur (illustration 1)



Évolution trimestrielle de l'intérim (illustration 2)



Le calendrier de la crise au niveau national (encadré 1)

En France, la récession a débuté au 2^e trimestre 2008, avec une baisse du PIB par rapport au 1^{er} trimestre de 0,4 point. Dans un premier temps, la diminution de l'activité des entreprises a été obtenue par la réduction des emplois intérimaires - baisse de 130 000 emplois en 2008 - et par le recours au chômage partiel - le nombre d'heures demandées par les entreprises a été multiplié par 45 en un an. Les emplois hors intérim ont également commencé à baisser au 2^e trimestre 2008, mais plus faiblement (baisse de 40 000 emplois en 2008). Le premier et principal secteur touché a été l'industrie, suivie par le commerce et, en fin d'année, par la construction. La baisse des emplois dans le tertiaire n'a débuté qu'au 1^{er} trimestre 2009.

La réorientation à la hausse du PIB, après un an de baisse, s'est traduite dès le 2^e trimestre 2009 par une augmentation du nombre d'emplois intérimaires. Mais au 4^e trimestre, la France a encore perdu 20 000 emplois. Si celui-ci s'est stabilisé dans les secteurs du commerce et des services, l'emploi dans l'industrie et la construction continuent de baisser.

Nous avons retenu, comme périodes de référence pour la mesure des effets de la crise sur l'emploi, les évolutions de la période 2002-2006, plus proches des évolutions tendanciennes, et les évolutions 2008-2009.

jusqu'au 3^e trimestre 2008. Et, ce n'est qu'au dernier trimestre 2008 que l'emploi salarié, au niveau national, a commencé à reculer de 0,8 %.

De même, au paroxysme de la crise, les pertes d'emplois dans ce secteur sont relativement plus importantes en Poitou-Charentes qu'ailleurs. Au 1^{er} trimestre 2009, l'emploi baisse de 1,7 %. À titre de comparaison, la baisse de l'emploi au niveau national « se limite » à 0,9 %.

Au dernier trimestre 2009, la situation ne s'améliore pas. Les pertes sont encore importantes (-1,7 %). Elles sont un peu plus limitées au niveau national (-0,7 %).

Un commerce en plus grande difficulté

En Poitou-Charentes, les pertes d'emplois dans le commerce ont été plus fortes et elles ont commencé plus tôt qu'au niveau national.

Les destructions d'emplois dans le commerce ont représenté 15 % des destructions d'emplois salariés entre début 2008 et fin 2009 (contre seulement 10 % pour la France). Le Poitou-Charentes a été la région la plus touchée par la baisse de l'emploi dans le commerce (-3,5 %).

Le coup d'arrêt est perceptible dès le 2^e trimestre 2008. En effet, l'emploi salarié hors intérim y reculait de 0,5 %, alors qu'au niveau national ce secteur générait encore des créations d'emplois. Ce n'est qu'au 3^e trimestre 2008 que l'emploi salarié décline au niveau national (-0,3 %). Ensuite, excepté au 3^e trimestre 2008, les pertes d'emplois sont relativement plus importantes en Poitou-Charentes qu'au niveau national. La liquidation de la Camif pour les particuliers en 2008 a contribué aux difficultés du secteur.

Au dernier trimestre 2009, la situation s'améliore. Les pertes cessent au niveau régional comme au niveau national.

Des pertes d'emplois industriels plus importantes en 2009

Jusqu'au 1^{er} trimestre 2008, l'emploi salarié industriel (hors intérim) est à peu près stable dans la région, à la différence

des autres régions françaises qui enregistrent déjà des pertes début 2007. En revanche, la situation s'aggrave et s'inverse à partir du 1^{er} trimestre 2009. L'emploi salarié industriel régional recule de 2,1 % au cours de ce seul trimestre. Au niveau national, il a reculé de 1,3 %. Le niveau relatif des pertes est supérieur en Poitou-Charentes tous les trimestres suivants jusqu'en fin 2009. Les plus grosses pertes d'emplois industriels dans la région ont été enregistrées chez Heuliez et Fabris.

Entre début 2008 et fin 2009, les destructions d'emplois dans le secteur de l'industrie ont représenté la plus grosse part des emplois salariés détruits dans la région (40 %), proche du niveau national (41 %).

À partir du dernier trimestre 2008, les entreprises ont eu massivement recours aux mesures de chômage partiel. C'est un dispositif de prévention des licenciements qui vise à permettre aux entreprises rencontrant des difficultés économiques passagères ou liées à des circonstances exceptionnelles de maintenir l'emploi des salariés en réduisant les horaires d'une partie ou de la totalité de leurs effectifs.

En 2009, en Poitou-Charentes, 6 738 072 heures de chômage partiel

concernant 50 059 salariés ont été autorisées contre 1 272 258 heures et 14 640 salariés l'année précédente. Dans la continuité du dernier trimestre 2008, les demandes de chômage partiel ont été très importantes tout au long de l'année 2009, en particulier au 2^e et 4^e trimestres (*illustration 3*).

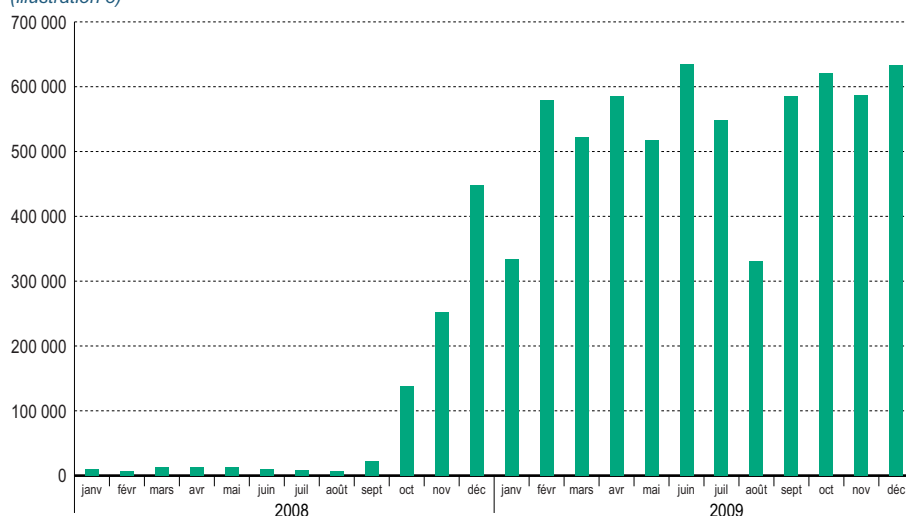
Structurellement, l'industrie est le secteur qui effectue le plus de demandes de chômage partiel, avec 86 % des autorisations. L'industrie automobile et le secteur de la fabrication de machines et d'équipements professionnels sont les activités qui ont eu le plus recours à ce dispositif en 2009. Le département de la Charente est le département le plus concerné, en lien avec un tissu économique plus industriel.

Des signes de fragilité plus marqués

Le Poitou-Charentes qui était pourtant dans une dynamique positive de l'emploi supérieure à la moyenne nationale avant la crise, s'est révélé davantage exposé. L'emploi salarié a reculé de 5 % entre le 1^{er} trimestre 2008 et le 4^e trimestre 2009 (contre -3,6 % au niveau national).

L'évolution de l'emploi avait été plus favorable dans la période 2002-2006 que

Nombre d'heures autorisées de chômage partiel par mois en 2008 et 2009
(illustration 3)



Source : DGEFP (extraction Silex du 1^{er} mars 2010)

ce qui était attendu de par la structure économique régionale (illustration 4). Entre 2002 et 2006, si l'emploi avait suivi l'évolution moyenne des secteurs sur le plan national, il aurait dû croître au niveau de l'évolution française (+1,5 %). Or l'emploi avait alors au contraire augmenté plus vite, avec une hausse moyenne de 2,0 %, dont un quart étaient des emplois intérimaires.

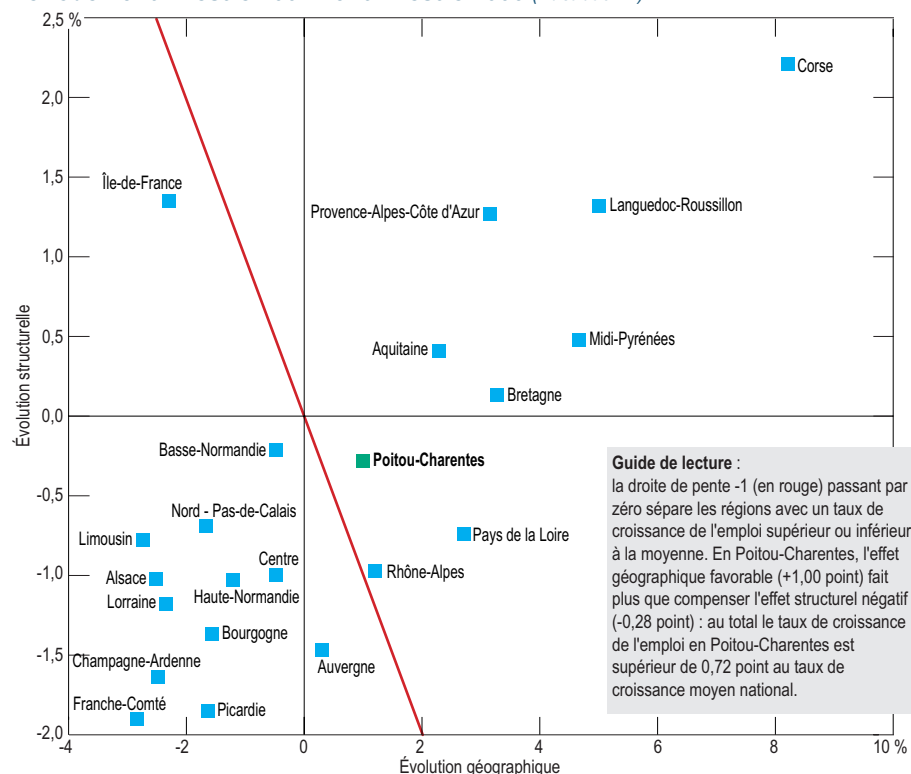
Cet avantage géographique de la période 2002-2006 n'a pas permis d'amortir la crise. La baisse de l'emploi en 2008 et 2009 a été supérieure à la moyenne française, avec une baisse de 5 % de l'emploi salarié privé (illustration 5). 40 % de cette baisse sont imputables à celle de l'emploi intérimaire. La structure des emplois des entreprises, en devenant plus flexible, leur a permis

Le Poitou-Charentes et ses régions limitrophes

Entre 2002 et 2006, le Poitou-Charentes, comme les Pays de la Loire et l'Aquitaine, avait fait preuve de dynamisme en matière de créations d'emploi (illustration 4). En effet, le taux de croissance de l'emploi salarié marchand hors agricole était supérieur à celui observé en moyenne nationale. En revanche, les régions Centre et Limousin enregistraient déjà des pertes d'emplois. Le taux de croissance de l'emploi dans ces régions était en dessous de la moyenne nationale. Entre 2008 et 2009, le Poitou-Charentes n'a pas conservé son avantage géographique et perd des emplois. Son taux d'évolution de l'emploi devient à son tour inférieur à la moyenne nationale (illustration 5). Le Centre et le Limousin enregistrent, comme avant la crise, une évolution plus défavorable de l'emploi. Leurs taux d'évolution de l'emploi sont inférieurs à la moyenne nationale. A contrario, l'Aquitaine et les Pays de la Loire restent dans une dynamique positive en matière de créations d'emplois. Leurs taux de création d'emploi sont non seulement supérieurs à la moyenne nationale, mais aussi légèrement positifs. En effet, l'emploi salarié augmente de 0,1 dans les Pays de la Loire, et de 0,72 en Aquitaine.

Analyse structurelle géographique

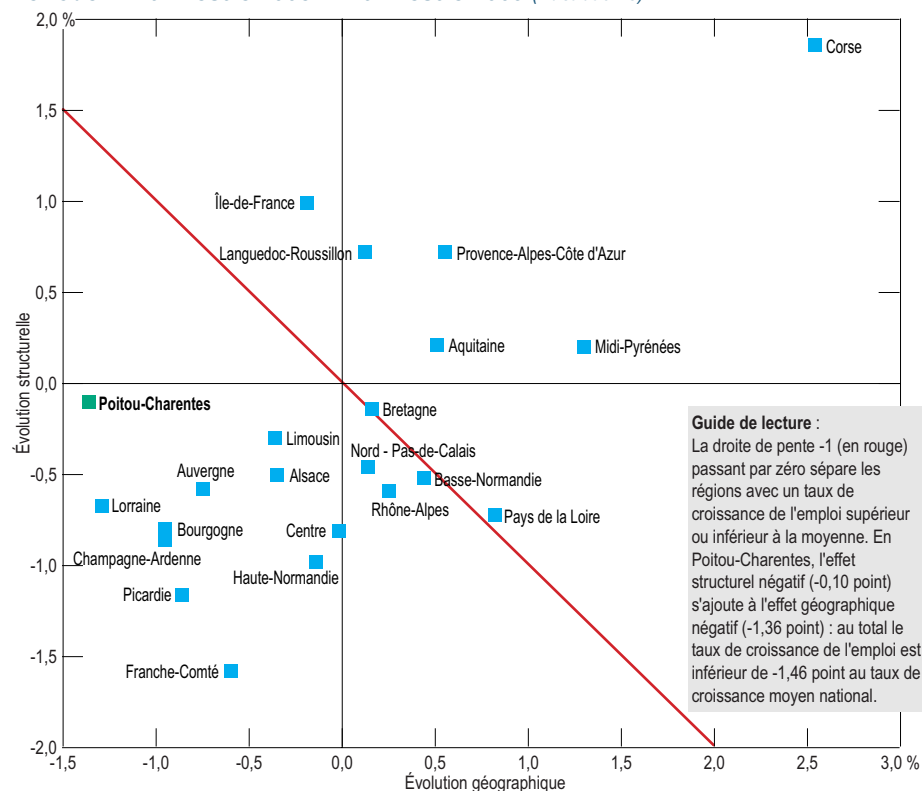
Période : 3^e trimestre 2002 - 3^e trimestre 2006 (illustration 4)



Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands
Source : Insee (Estimations d'emploi)

Analyse structurelle géographique

Période : 1^{er} trimestre 2008 - 4^e trimestre 2009 (illustration 5)



Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands
Source : Insee (Estimations d'emploi)

d'ajuster plus facilement leur activité économique, mais ceci s'est fait au détriment de l'emploi.

Difficultés particulières en Charente-Maritime dans la construction et le commerce

La Charente-Maritime a traversé plus difficilement la crise. L'emploi y a reculé de 5,4 % (contre 5 % dans la région). Le taux de chômage a grimpé de 3,2 points en 2 ans. C'est un record régional. Il culmine à 11,2 % fin 2009 (contre 9,6 % dans la région). Il faut remonter à fin 1999 pour retrouver un niveau de chômage comparable. L'emploi intérimaire est le premier exposé en cas de baisse d'activité d'un secteur. Or, il est surreprésenté dans la construction et dans le commerce. En effet, 22 % des intérimaires travaillent dans la construction dans ce département contre 16 % en moyenne dans la région. De même, ils sont 15 % dans le commerce alors qu'en moyenne la part des intérimaires qui travaillent dans le commerce équivaut à 12 %.

Difficultés aggravées en Charente dans les services aux entreprises

En Charente, les pertes d'emplois ont été relativement plus importantes. Le recul global de l'emploi salarié est de 5,8 % (contre 5 % au niveau de la région). Parmi les emplois (hors intérim) perdus dans le département, ceux de l'industrie locale représentent 34 % (contre 40 % au niveau national et 41 % au niveau régional). En revanche, les

emplois perdus dans les services aux entreprises représentent 27 % (contre 21 % au niveau régional).

Ce déficit d'emplois, relativement plus important dans les services aux entreprises en Charente, peut être rapproché de la forte hausse des défaillances d'entreprises, tous secteurs confondus, dans ce département en 2009 (26 % contre 21 % en moyenne dans la région).

Le taux de chômage grimpe dans la région

En Poitou-Charentes, le taux de chômage localisé a atteint 9,6 % au dernier trimestre 2009. Il est en hausse de 1,9 point sur la seule année 2009 et de 2,7 points par rapport au 1^{er} trimestre 2008. À cette date, le taux de chômage enregistré a atteint son point le plus bas depuis 2000.

Entre 2008 et 2009, l'évolution du taux est comparable à celle observée pour l'ensemble des régions françaises (illustration 6). La hausse du chômage apparaît dès le 2^e trimestre 2008. Elle accélère jusqu'au 1^{er} trimestre 2009. Puis, elle ralentit au 2^e et 3^e trimestre 2009.

La fin de l'année 2009 est marquée par une nouvelle hausse importante du taux dans la région comme dans toute la France (+0,5 point).

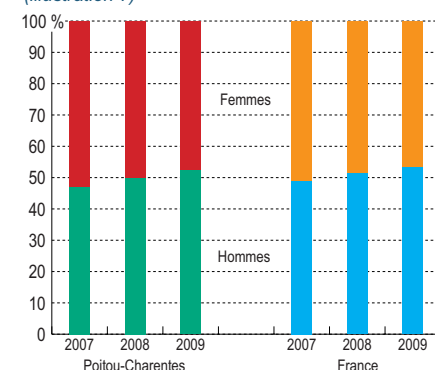
En 2009, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A concerne toutes

les tranches d'âge. Elle touche un peu moins les âges intermédiaires (+15 % pour les 25-49 ans) que les jeunes (+21 % pour les moins de 25 ans) et les seniors (+27 % pour les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus).

Dans chaque tranche d'âge, les hommes sont plus touchés que les femmes (illustration 7). Au total, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente en 2009 de 24 % pour les hommes et de 13 % pour les femmes. La situation des hommes se dégrade fortement au cours du 1^{er} trimestre (+11,3 % contre +5,3 % pour les femmes), date à laquelle ils deviennent majoritaires dans la demande d'emploi régionale. Après un 2^e trimestre également plus défavorable aux hommes (+6,0 % contre +1,3 %), la fin de l'année 2009 est relativement moins difficile (+5,0 % au second semestre pour les hommes contre +5,4 % pour les femmes).

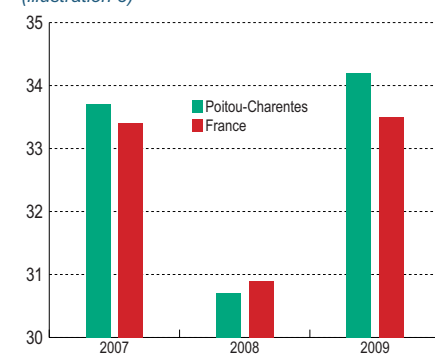
Le chômage de longue durée avait fortement diminué jusqu'en 2008 dans la région comme en France (illustration 8). En

Répartition par sexe des chômeurs* (illustration 7)



*Demandeurs d'emploi de catégorie A au 31 décembre
Source : Dares, Pôle Emploi

Part des chômeurs* de longue durée (illustration 8)



*Demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C au 31 décembre
Source : Dares, Pôle Emploi

Écart entre deux trimestres successifs du taux de chômage localisé (illustration 6)



Source : Insee (Estimations de taux de chômage)

2009, la part des demandeurs d'emploi de longue durée repart à la hausse. Elle retrouve son niveau de 2007.

Le Nord Deux-Sèvres, Châtelleraut, Cognac et la Saintonge sont en plus grande difficulté

Entre début 2008 et fin 2009, le chômage a gagné du terrain sur tout le territoire régional. Mais le Nord Deux-Sèvres, Châtelleraut, Cognac, la Saintonge Intérieure et la Saintonge Maritime ont été plus affectés qu'ailleurs (illustration 9). Les taux de chômage y ont bondi plus qu'en moyenne sur le territoire français. Ces zones affichaient déjà des taux de chômage relativement élevés. Leur situation s'est aggravée plus qu'ailleurs : les taux de chômage ont augmenté entre +2,7 points et +3,4 points (contre +2,4 points en moyenne nationale).

Chômage record en Saintonge et à La Rochelle en dépit d'une moindre fragilité de la Charente-Maritime

La Saintonge Maritime enregistre un double record dans la région : taux de chômage le plus élevé avec 12,5 % fin 2009 et hausse la plus élevée de ce taux (+3,4 points en 2 ans). La Saintonge Intérieure est la deuxième zone régionale la plus frappée par le chômage : il y atteint 10,9 % fin 2009 (+3,0 points en 2 ans). La Rochelle connaît une situation comparable : un taux de chômage en hausse de 2,9 points qui atteint 10,8 % fin 2009.

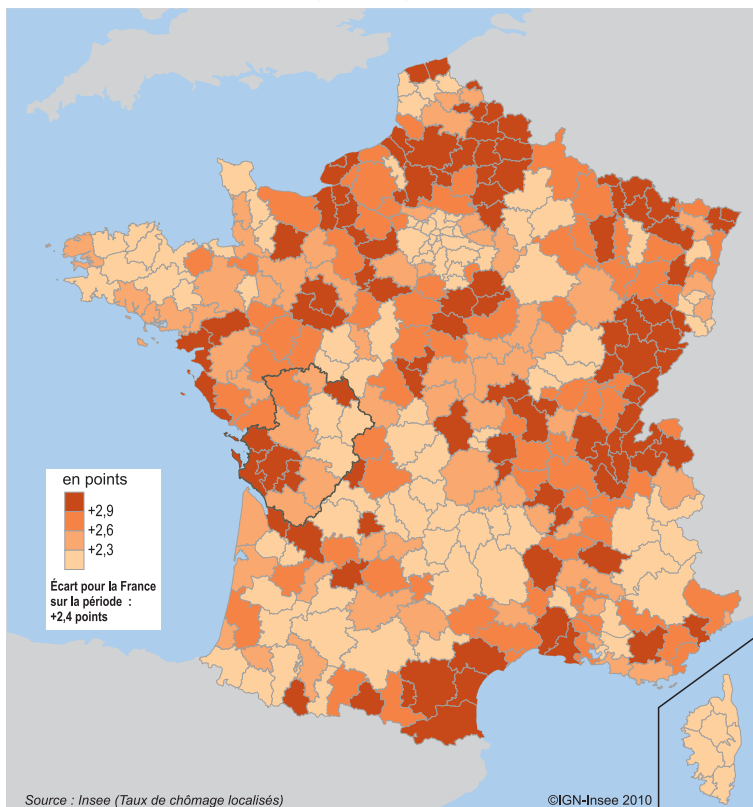
La Charente-Maritime, de par la structure de son emploi, apparaissait moins exposée à la crise. En effet, la part de l'emploi dans les secteurs industriels les plus durement touchés et dans l'intérim était inférieure à la moyenne nationale (illustration 10).

Ce phénomène se retrouve sur tout le pourtour méditerranéen. Constitué de zones *a priori* moins fragiles, le chômage y a fortement progressé pendant la crise. C'est le cas notamment du Languedoc-Roussillon.

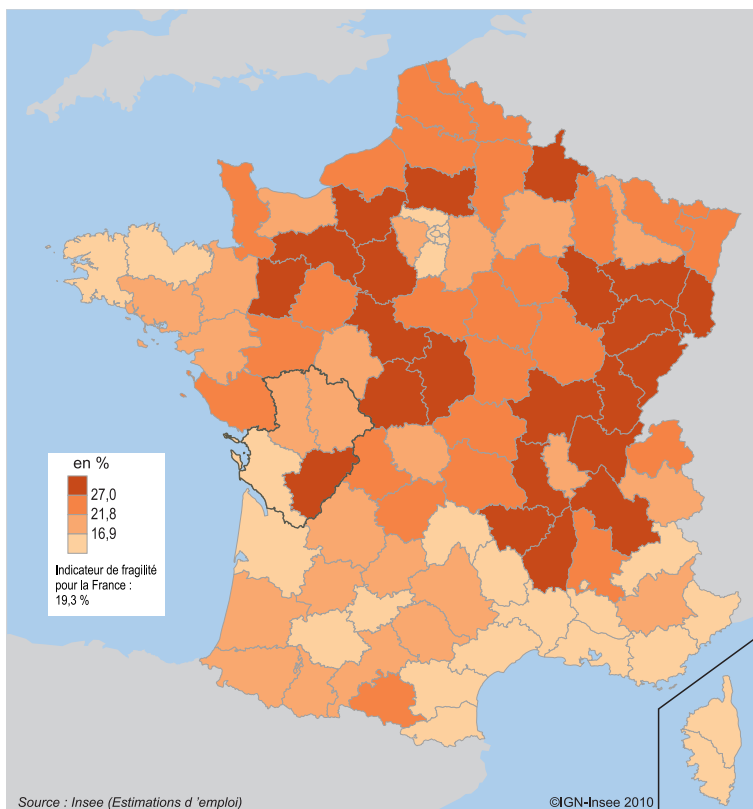
Dans ces régions, le commerce et la construction, liés au tourisme et aux résidences secondaires, ont été davantage mis en difficulté. ■

Christine Chardon

Écart de taux de chômage par zone d'emploi entre le 1^{er} trimestre 2008 et le 4^e trimestre 2009 (illustration 9)



Indicateur de fragilité des départements (illustration 10)



Indicateur de fragilité : part dans l'emploi départemental de l'intérim et des secteurs "Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines", "Fabrication de matériels de transports", "Fabrication d'autres produits industriels", "Activités immobilières".

Un regard sur la récession de l'hiver 1992-1993

La précédente récession économique, avant 2008, remonte à l'hiver 1992-1993. La situation économique s'est dégradée à partir de l'automne 1992 : l'activité marchande se réduit au 4^e trimestre 1992 puis se replie fortement (-4,4 %) au 1^{er} trimestre 1993.

La confiance des acteurs économiques est entamée par l'incertitude sur les taux de change, l'Euro n'existait pas encore. L'instabilité des monnaies anglaise, italienne et espagnole entame la compétitivité des entreprises françaises et le marché extérieur souffre d'une sévère récession en Allemagne, après avoir connu les effets favorables de la réunification jusqu'à mi-92. Face aux incertitudes tant sur le marché intérieur - la consommation atone - que sur le marché extérieur, les entreprises déstockent et réduisent les investissements productifs qui reculent de 8 % en six mois.

Le recul de la production s'accompagne d'un recul de l'emploi, d'abord sur les contrats temporaires (intérim, CDD) en baisse de 60 000 au 1^{er} semestre 1993 puis sur les emplois stables, moins 90 000 au 1^{er} semestre et moins 80 000 au 2nd alors que l'emploi précaire remonte de 15 000 postes de travail. La montée du chômage pèse sur les déficits publics

(malgré un relèvement des taux de la CSG) de même que les mesures de soutien de l'économie (remise de TVA) : l'endettement de l'état et des collectivités locales s'accroît de près de 2 points de PIB.

Cette rapide chronique de la récession de 1993 n'est pas sans ressembler à celle de 2008. Cependant, ces deux périodes de récession sont très différentes. En 2008, il s'agit d'un ralentissement mondial de l'économie, alors qu'en 1992-1993, la récession était circonscrite à l'Europe.

Plus limitée géographiquement, la récession de 1993 fut plus brève (deux trimestres de baisse du PIB au lieu de quatre) et la baisse de l'activité moins intense : au plus fort de la récession, le PIB avait baissé de 0,7 point au 1^{er} trimestre 1993 par rapport au trimestre précédent, alors que le PIB recule d'un point et demi deux trimestres consécutifs en 2008/2009.

Dans un contexte international favorable en 1993, les acteurs avaient repris confiance dès le 2^e trimestre avec les premiers indicateurs économiques d'une « sortie de crise ». En 2009, la visibilité de l'avenir demeure incertaine malgré les évolutions positives de quelques secteurs.

Source

Les estimations d'emploi désignent une synthèse de sources permettant une couverture exhaustive de l'emploi total (salarié et non salarié), exprimé en nombre de personnes physiques (et non en nombre de postes de travail), et une ventilation à un niveau sectoriel et géographique assez fin. Les estimations trimestrielles localisées portent sur l'emploi salarié des secteurs marchands qui se fondent sur une exploitation des données des Urssaf. Il s'agit de la partie de l'emploi la plus sensible aux variations conjoncturelles.

Pour en savoir plus

Marchand O., « Une cartographie de l'emploi régional d'après le recensement de la population de 2006 » ; Insee Première n° 1280, 2010.

« Une demande sans tonus en Europe », Note de conjoncture, Insee, mars 2010.

Chevalier F., Mansuy A., « Une photographie du marché du travail en 2008 - Résultats de l'enquête Emploi », Insee Première n° 1272, 2009.

Pour tout renseignement statistique

www.insee.fr/poitou-charentes

insee-contact@insee.fr

09 72 72 4000 (prix d'un appel local)
du lundi au vendredi de 9 h à 17 h



Insee Poitou-Charentes
5 rue Sainte-Catherine - BP 557
86020 Poitiers Cedex
Tél : 05 49 30 01 01
Fax : 05 49 30 01 03
sed-poitou-charentes@insee.fr

Directeur de la publication : Didier BLAIZEAU
Rédacteur en chef : Jean-Pierre FERRET